



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



## BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 121 / 07 SEPT. 88

### LES REAJUSTEMENTS ECONOMIQUES S'APPROFONDISSENT

Le 30 août dernier, le gouvernement a annoncé de nouvelles mesures qui approfondissent celles qui avaient été prises lors de la réforme économique de février. Les objectifs principaux sont toujours de freiner l'inflation et d'encourager la production.

### OPPOSITION ARMEE ET NON ARMEE: UN AIR DE DEBANDADE

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le vent de division qui secoue la Contra traverse également l'opposition interne.

### L'HERITAGE REAGANIEN ET LE DEVENIR DES PEUPLES

Leonora Rueda, professeur à l'Université de Mexique, examine un à un les effets des cinq principes sur lesquels, selon G. Bush, est fondé le succès de la politique extérieure de l'Administration Reagan.

### AIDE DE L'ONU A L'AMERIQUE LATINE: DES MIETTES POUR L'ISTHME CENTRAMERICAIN

Un résumé statistique de l'aide accordée par le PNUD (programme des Nations Unies pour le développement) à l'Amérique latine et aux Caraïbes depuis 1972 met en évidence que l'Amérique centrale et le Panama demeurent les parents pauvres.

### NOUVELLE OFFENSIVE DANS L'ALPHABETISATION DES ADULTES

8 ans après la croisade nationale de l'alphabétisation qui avait mobilisé toute la jeunesse du pays, des brigades se constituent sur la Côte atlantique afin de livrer les dernières batailles et d'éliminer, surtout chez les adultes, toute trace d'analphabétisme.

### UN COMITE DE DEFENSE SANDINISTE AU QUOTIDIEN: S'ORGANISER POUR MIEUX RESISTER

La santé au bout de la pelle: les activités d'un CDS de Managua nous offrent un exemple concret de la nouvelle impulsion de ces structures communautaires.

### LE TELEPHONE COMME MOYEN DE COMMUNICATION

Un nouvel aspect de la vie quotidienne à Managua croqué par Raquel Fernandez.

### GUATEMALA : LA GUERILLA EN FAVEUR D'UNE SOLUTION POLITIQUE NEGOCIEE

Une entrevue exclusive accordée par un des commandants en chef de l'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala (UNRG) à l'ANN.

### EN BREF :

- RENCONTRE MONDIALE DES RADIOS COMMUNAUTAIRES A MANAGUA
- CREATION DU PARLEMENT INDIGENE D'AMERIQUE
- ASSASSINAT DU THEOLOGIEN JUERG WEIS

40 P 11481

## LES REAJUSTEMENTS ECONOMIQUES S'APPROFONDISSENT

par Ricardo Pino Robles.

**Managua, août (ANN).** Avec la mise en place de nouvelles mesures, le 30 août, le gouvernement du Nicaragua a approfondi la réforme économique entreprise en février dernier et ratifiée en juin, en appliquant un traitement de choc à l'économie nationale.

Les mesures prises fin août consistent en une augmentation des salaires de 140 % en moyenne pour les quelque 210 mille travailleurs de l'Etat, dont 130'000 ouvriers agricoles et 80'000 travailleurs comprenant les secteurs de l'éducation et de la santé, une augmentation du taux de change et des intérêts bancaires et une hausse de 122 % du carburant, ce qui entraîne une augmentation des tarifs des transports, de l'énergie et de l'eau.

Les objectifs de ces mesures, à l'instar de ceux de février et juin dernier, sont, entre autres, contenir l'inflation, garder le contrôle de l'économie, encourager la production pour l'exportation et favoriser un nouvel ordre économique dont les effets positifs devraient se faire sentir à partir de l'année prochaine.

Le président de la République, Daniel Ortega, a estimé qu'en quelques mois, il n'était guère possible de résorber les graves distorsions qui ont affligé l'économie nationale et qui proviennent, directement ou indirectement de l'agression militaire, commerciale, financière, politique et diplomatique, que les Etats-Unis ont dirigée, sans discontinuer, contre le Nicaragua depuis plus de sept ans. Au cours d'une réunion avec le Conseil des ministres, qui s'est tenue le 30 août même, Ortega a estimé à 12 milliards 200 millions de dollars les pertes globales infligées au pays à cause de l'agression étatsunienne, et à 54'553, dont 28'067 morts, le nombre des victimes de la guerre, jusqu'au 30 juillet. Le président a précisé que ces derniers chiffres englobent tous les Nicaraguayens, y compris les contre-révolutionnaires, mais pas les mercenaires d'autres nationalités qui sont morts en défendant les intérêts des Etats-Unis dans ce pays centraméricain.

Les mesures annoncées ont pour but d'améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs de l'Etat et des travailleurs agricoles (qui avaient été les plus défavorisés par les mesures de juin), d'encourager les producteurs de cultures d'agro-exportation et de consommation interne, d'établir un taux de change plus réaliste par rapport au dollar, de réduire les pertes bancaires dues à l'inflation, ainsi que celles du secteur des services.

Le taux de change officiel a été fixé à 180 cordobas pour un dollar. Il signifie une dévaluation de 125 %, qui est moins importante que celles qui ont été réalisées en juin et en février dernier. Etant donné la réduction de la mas-

se monétaire en circulation (en février, 15 % de cette masse avait pu être retirée) on estime que l'augmentation du prix du dollar au marché noir sera freinée et ne pourra donc pas avoir autant d'incidence sur l'augmentation de l'inflation que les années précédentes.

La politique de crédit vise à réduire les pertes bancaires et à encourager l'épargne interne, grâce à des taux d'intérêts flottants par rapport à l'inflation (l'indexation ne la couvre pas à 100 %). En augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs, les améliorations de salaire permettront d'absorber les stocks de nombreux produits qui n'avaient pas encore pu être écoulés sur le marché intérieur.

La production de grains de base s'est fortement accrue par rapport à l'année dernière. Les premières estimations du secrétariat du Plan et du budget indiquent que la production de maïs sera de 23 % plus élevée que celle de l'an dernier, celle de haricot de 45 %, de riz de culture sèche de 12 % et de sorgho industriel de 62 %. Il faut préciser que ces données ne concernent que la première récolte de l'année et qu'il reste à savoir quels seront les résultats de la deuxième, correspondant aux dernières pluies de la campagne agricole (en septembre et octobre).

Dans le contexte général des mesures de réajustement, le gouvernement maintient sa décision de ne fermer aucune école ni centre de santé, et de ne pas non plus éliminer les subventions des 5 kg de riz, 5 kg de haricots et 2,5 kg de sucre qu'il remet chaque mois aux travailleurs de l'Etat depuis juillet dernier.

Les subventions au transport urbain de Managua ne seront pas réduites pour le moment.

Divers observateurs attirent l'attention sur la capacité du gouvernement d'appliquer en même temps, d'une part, des mesures très restrictives du pouvoir d'achat et, d'autre part, des mesures qui défendent les revenus des masses populaires. Ces mesures rompent les schémas traditionnels selon lesquels les réajustements nécessaires doivent se faire même à un prix socio-politique très élevé.

En général, les forces sociales fondamentales qui sont la base de cette révolution continuent de soutenir le gouvernement dans la lutte pour défendre le pouvoir révolutionnaire. Un appui social important et la confiance en ce que fait le gouvernement, qui a insisté cette année sur le caractère socialiste de la révolution, expliquent la capacité de résistance de la population face à l'agression et le maniement des principales variables macro-économiques.

## OPPOSITION ARMÉE ET NON ARMÉE : UN AIR DE DEBANDADE

par Arqueles Morales.

**Managua, (ANN).** Au Nicaragua, l'opposition interne parlementaire et extraparlementaire est constituée de 14 partis qui vont de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, étrangement amalgamés en une coalition dont l'unique objectif est de s'opposer à toute mesure prise par le gouvernement. Mais a-t-on à faire à une opposition solide, présentant un programme et des perspectives ?

Le Parti social chrétien (PSC), l'un des plus traditionnels, est divisé en trois fractions qui s'interpellent et prétendent chacune représenter le social-christianisme au Nicaragua, sans pour autant avoir de programme politique. Erick Ramirez, président de l'une des fractions, présente ainsi la situation: il n'y a pas désunion mais rendez-vous manqué. Cependant, tous ces problèmes nous affectent parce que nous n'avons pas pu établir de ligne politique unique.

Les sociaux-chrétiens n'ont jamais présenté publiquement un plan ou un projet politique. Pourtant, ils sont représentés à l'Assemblée nationale, puisque la loi électorale antérieure prévoyait que tout candidat à la présidence de la République recevait automatiquement un siège de député.

Le Parti libéral indépendant (PLI), qui avant le triomphe de la révolution s'était dégagé du libéralisme historique dont le représentant était Anastasio Somoza, est également entré en crise.

Il n'a pu organiser sa conférence nationale car, selon les dissidents, il existe en son sein un courant qui tend à démocratiser le parti et le libérer de la dictature de Virgilio Godoy, son secrétaire général. Les débats internes du PLI ont pour thème l'alliance avec l'extrême-droite. Les dissidents pensent que le PLI devrait suivre une ligne politique plus cohérente, d'opposition constructive, mais dans le cadre institutionnel de la révolution. V. Godoy, pour sa part, est favorable à une alliance avec l'extrême-droite et ambitionné d'être le porte-parole des contras de la Résistance nicaraguayenne, c'est-à-dire les anciens gardes somozistes.

Les conservateurs, les plus anciens avec les libéraux, n'ont pas échappé davantage à la cascade de divisions et subdivisions. Rafael Cordova Rivas, l'un de ses dirigeants qui a fait partie de la junte du gouvernement avant l'élection présidentielle de 1984, a manifesté publiquement son mécontentement à propos de la tendance qui prévaut dans son parti de s'affronter systématiquement à la révolution et même d'établir des liens avec le chef de la Contra, Enrique Bermudez.

Le Parti socialiste (PSN), marxiste-léniniste jusqu'à ces derniers temps et reconnu comme tel sur le plan international, a changé d'orientation ce mois-ci. Ses dirigeants ont en effet déclaré qu'ils rejettent le marxisme-léninisme et sont désormais sociodémocrates. Domingo Sanchez, responsable du PSN, s'est ainsi expliqué: pendant des années nous avons été communistes et nous ne sommes jamais parvenus au pouvoir. Mais la décision a été prise au sommet et la base, étroite mais fidèle à ses principes, commence à être agitée d'un mouvement qui remet en question le virage du PSN, accusant ses dirigeants de trahir les objectifs historiques du prolétariat.

L'autre parti marxiste-léniniste, le Parti communiste du Nicaragua (PC de N) essaie de survivre à ses querelles internes. La direction est contestée à propos de son alliance avec la droite contre les sandinistes. Des communistes de base considèrent que l'on peut critiquer le gouvernement, mais qu'il est important de le faire dans une perspective révolutionnaire et non en alliance avec la bourgeoisie. Eli Altamirano, éternel chef du parti, pense pour sa part que la révolution d'octobre nicaraguayenne reste à faire et que ce sont les communistes qui la mèneront.

### Partis politiques et pourcentage des votes exprimés en 1984

FSLN	67,0
PCDN	14,0
PLI	9,6
PPSC	5,6
PC de N	1,5
PSN	1,3
MAP-ML	1,0

## OPPOSITION PARLEMENTAIRE.-

**PLI: Parti libéral indépendant.** La direction (Virgilio Godoy) est contestée par une tendance dirigée par Eduardo Coronado, qui vient de demander une personnalité juridique sous le nom de Parti libéral indépendant d'Unité nationale.-

**PCDN: Parti conservateur démocrate du Nicaragua.** Trois tendances s'affrontent: celle de Rafael Cordova Rivas, celle d'Eduardo Molina et celle d'Enrique Sotelo.

**PPSC: Parti populaire social-chrétien.** Mauricio Diaz est contesté par la tendance dirigée par Guillermo Mejia.

**PSN: Parti socialiste du Nicaragua.** Il n'a pas de division pour l'instant, mais la base conteste le virage effectué vers la socialdémocratie.

**PC de N.: Parti communiste du Nicaragua.** Pas de division ni de fractions.

**MAP-ML: Parti mouvement d'action populaire marxiste-léniniste:** pas de division.

## OPPOSITION EXTRA-PARLEMENTAIRE.-

**PUCA: Parti unionniste centraméricain.** Divisé en deux tendances qui prétendent chacune représenter la légalité dans le PUCA: celle d'Alejandro Pérez Arevalo et celle d'Alejandro Bacamuñoz.-

**PRT: Parti révolutionnaire des travailleurs.** Pas de division.

**CDN: Coopération démocratique nicaraguayenne,** appelée aussi Coopération Sacasa. Elle est composée de plusieurs formations: PSC (parti social-chrétien. Il est actuellement divisé en trois: une fraction légalisée, celle Derick Ramirez, et deux qui ne le sont pas, celle d'Agustin Jarquín et celle d'Eduardo Rivas Gasteazoro).

**PSD: Parti social-démocrate.**

**PLC: Parti libéral-constitutionnaliste.**

**PALI: Parti libéral.** La personnalité juridique lui a été refusée parce qu'il maintient la doctrine du somozisme.

**PCN: Parti conservateur du Nicaragua.** Il a deux fractions: celle de Mario Rappaccioli et celle de Miriam Argüello.

Il est notable qu'aucune de ces deux formations n'ait jamais appelé à défendre la révolution, bien que le Nicaragua en soit à sa huitième année d'agression contre-révolutionnaire financée par les Etats-Unis, et qu'elles se limitent à des exigences de type économique alors que la crise secoue le pays.

Autre preuve du vent mauvais qui souffle sur l'opposition: la division du Parti unionniste centraméricain (PUCA), qui, si l'on en croit un humoriste connu, n'a besoin, comme tous les autres partis d'opposition, que d'un minibus pour déplacer ses dirigeants et sa base. Pour le PUCA aussi, c'est un affrontement entre les responsables qui l'a presque coupé en deux.

Quant à la force de ces formations, un fait récent retient l'attention: le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) a annoncé qu'il réalisera le 4 septembre une manifestation de cent mille personnes contre les sandinistes. Mais les partis d'opposition ont aussitôt pris leurs distances avec cette initiative. Le responsable du PLI a commenté: nous allons nous couvrir de ridicule, jamais nous n'arriverons à réunir tant de gens.

En ce qui concerne l'opposition armée, depuis le début des conversations avec la Contra à Sapoa et malgré les interventions directes de Elliott Abrams et George Shultz en personnes, les contras n'ont pu parvenir à l'unité. A preuve l'ouverture tentée par Alfredo Cesar, Alfonso Robelo et Pedro Joaquín Chamorro, qui disputent à Bermudez la direction des forces contre-révolutionnaires et menacent avec, disent-ils, l'appui de la majorité démocrate du Congrès étatsunien, de créer une autre organisation parallèle.

Pour eux comme pour les formations d'opposition, l'origine de la querelle réside dans la répartition des dollars qui arrivent de Washington sous forme d'aide humanitaire pour oxygéner la Contra.

L'opposition armée et celle qui en est l'expression politique à l'intérieur du pays manquent de cohérence: le chaos qui les gagne les oblige à changer constamment de tactique, à faire, défaire, refaire les alliances. Et lon parle maintenant, pour pimenter la sauce, de la création de nouveaux partis, qui vont multiplier les sigles mais certainement pas changer le rapport de forces lequel, bien que le temps et la guerre aient érodé l'influence du FSLN, reste en faveur des sandinistes.

## L'HERITAGE REAGANIEN ET LE DEVENIR DES PEUPLES

par Leonora Rueda, professeur de sciences politiques à l'Université nationale autonome de Mexique.

**Managua, (ANN). La récente convention du Parti républicain a permis d'avoir une idée de ce que seront les points forts de la politique extérieure des Etats-Unis si le tandem Bush-Quayle gagne l'élection présidentielle de novembre.**

Selon la définition qu'en a donnée le secrétaire d'Etat George Shultz lors de la Convention, les bases de cette politique seraient les mêmes que celles qui ont permis le succès de l'actuelle:

- 1) l'attachement aux valeurs de liberté et démocratie et leur promotion sous le principe d'observation de la loi (sic).
- 2) la promotion de politiques économiques fermés pour le renforcement du capitalisme.
- 3) la force.
- 4) le réalisme politique.
- 5) l'intensification des alliances.

Tandis que les Républicains parlent du succès de leur hégémonie, qui pendant les huit ans de l'Administration Reagan s'est fondée sur les principes évoqués par Bush, les pays du sud sont de plus en plus enclins à reconnaître que la concertation entre eux est devenue l'objectif essentiel pour leur avenir.

La présence évidente et indéniable des Etats-Unis dans nos pays, ceux du sous-développement, pourrait conduire à trouver logique que nous participions tous à la prochaine élection présidentielle, surtout quand on voit que les programmes politiques, en particulier celui du Parti républicain, ne se contentent pas d'aborder les thèmes de politique intérieure mais passent les frontières et proposent des lignes d'action qui remettent en cause de façon décisive notre souveraineté et notre indépendance nationale.

La Convention républicaine, à ce propos, nous a offert une splendide occasion de réfléchir sur ce qui nous attend si le binôme Bush-Quayle vient à l'emporter sur les Démocrates. Ce n'est pas que ces derniers représentent une option diamétralement opposée ou véritablement alternative, garante du fait que les Etats-Unis vont abandonner leur volonté d'ingérence. Pourtant, pour le discours et les formes, pour les nuances et les modalités, aujourd'hui sans aucun doute, les peuples latino-américains pour le moins voteraient en faveur des Démocrates. En effet, au cours des huit années de l'Administration Reagan "qui ne vont nous laisser aucune nostalgie, beaucoup de nos nations ont pu vérifier que les cinq principes définis par Bush comme la base de la réussite de son pays ont été strictement observés. Les bénéficiaires de cette politique peuvent par expérience témoigner

que ce succès, riche en violations et en abus de pouvoir "que ses porte-drapeaux appellent récupération de l'hégémonie perdue" a eu un effet second positif quant à la pratique acquise de l'unité, de l'organisation et de l'action concertée pour faire respecter leurs droits et faire front à cette politique de force.

Dans cette pratique se dessine une prise de conscience générale de ce que la liberté et la démocratie préconisée par l'Administration Reagan, avec la bénédiction de Dieu le Père, et la formule "ce qui est bon pour nous, ce qui nous procure sécurité et stabilité, est également bon pour nos amis et nos alliés" ne correspond pas aux véritables intérêts de nos pays.

Massacrer les populations, intervenir, humilier la dignité et la souveraineté, fouler au pied les règles du droit international et mêmes les siennes propres, le tout au nom de la liberté et de la démocratie, constitue aujourd'hui un vieux schéma qui manque, si tant est qu'un jour il ait eu cette capacité, d'une force mobilisatrice à la hauteur des prétentions hégémoniques des Etats-Unis. Les notions d'*arrière-cour* et de *zone d'influence* sont désormais des concepts qui ont subi des modifications à la lumière de la nouvelle réalité internationale, maintenant que les peuples ont retrouvé leur mémoire et tâchent de répondre de façon décidée. A titre d'exemple, il suffit de se rappeler le triomphe de la révolution sandiniste dans notre Amérique latine. Arrivé au pouvoir presque en même temps qu'elle, Reagan s'en va et la révolution est toujours là, orgueilleuse et debout, malgré les menaces et le reste. Et avec elle, la solidarité des peuples latino-américains, à qui ce n'est plus le fantôme du communisme qui fait peur, mais celui de l'intervention. Les efforts comme ceux de Contadora et du Groupe d'appui rendent compte de cette maturité de la conscience latino-américaine, qui voit la nécessité de parler d'une seule voix et d'agir ensemble pour faire respecter des projets émanants de l'authentique volonté populaire sans ingérence extérieure.

Pour ce qui est de la promotion de politiques économiques destinées à faire entrer les économies des pays sous-développés dans l'ère de la modernité, afin d'imprimer un nouveau dynamisme dans la stagnation du capitalisme à laquelle a conduit la crise, la stratégie s'affronte désormais à une autre situation. Dans le train de la crise, on ne trouve plus comme uniques passagers les pays dont la dépendance structurelle les a obligés, au détriment des populations locales, à se plier aux diktats des centres financiers internationaux, avec leur cortège d'austérité, de restrictions dans l'intervention de l'Etat et autres mesures dont le seul effet a été l'hypothèque pure et simple de ces pays. Aujourd'hui nous accompagnent dans notre voyage les grands de l'économie mondiale qui voient dans l'affaiblissement des autres une menace pour leurs intérêts.

L'apparition du Groupe des Huit, du consensus de Cartagena, de la Commission Sud sont autant d'expressions des nouveaux cadres de concertation politique et économique dont la validité, malgré les manques et les déficiences, vient de la volonté politique commune d'adopter, promouvoir et diriger des mécanismes de nature à permettre des réponses propres aux décisions étrangères.

Le plus dangereux des principes, celui de la force, a eu, lui aussi, ses effets pervers. Face aux arguments archaïques selon lesquels la défense militaire et la course aux armements sont nécessaires pour contenir le communisme, s'élève aujourd'hui la clameur internationale qui exige que la force cède le pas à la raison. Contrairement à ce que soutient l'Administration étatsunienne sortante sur la récupération de la confiance à laquelle elle serait parvenue non seulement par la dimension économique, mais surtout par la capacité militaire grandissante des Etats-Unis, les peuples du monde, et particulièrement du Tiers-Monde, ont remis en question cette grandeur fondée sur la possession des armes. Ils mettent l'accent sur ce qu'elle a coûté à notre développement sur le plan économique, politique et social, puisque la course irrationnelle aux armements, qui met en danger l'humanité, a exigé le détournement d'une bonne partie de nos ressources aussi bien que de celles des pays développés.

Cette menace qui pèse sur le monde a fait passer au premier plan, pendant l'ère Reagan, non plus la confrontation du capitalisme et du socialisme, mais de la guerre et de la paix. Désormais, la domination de l'un ou de l'autre système passe après la survie du genre humain et l'établissement d'une paix qui permette de profonds changements de structure capables de garantir une existence digne et convenable. Pour nos pays, des efforts comme ceux du Groupe des Six (\*), auquel participe le Mexique, et l'engagement de la communauté internationale qui s'est manifesté par les sessions extraordinaires de l'ONU sur le désarmement, sont révélateurs de la réponse organisée, consciente et tenace des peuples du monde ainsi que de leur rejet du principe de la force.

Quant au réalisme politique, que le gouvernement étatsunien définit comme la capacité de voir les choses comme elles sont et de dire toujours la vérité, même si elle dérange, on peut dire que sa pratique laisse beaucoup à désirer. Les thèmes à partir desquels l'Administration étatsunienne a développé son action n'ont jamais dépassé le cadre connu de la confrontation est/ouest, auquel elle a ajouté, compte tenu de son étroite vision, des éléments supplémentaires, comme le narcoterrorisme, aux implications politiques et militaires évidentes. Mais le principe de toujours dire la vérité a montré ses limites avec le deuxième grand scandale du siècle qui a submergé l'Administration Reagan, je veux parler de l'Iran-Contragate.

Enfin, le renforcement des alliances a connu de sérieux revers. Le consensus sur la nécessité de la diversification économique et politique à entraîné ces dernières années d'importants efforts pour élargir les cadres traditionnels des relations. C'est ainsi que l'Amérique latine s'est tournée vers la CEE, vers les pays socialistes (profitant des changements intervenus avec la perestroïka) et même vers l'Asie. De plus, la position adoptée par les Etats-Unis lors de l'affaire des Malouines est venue entamer l'amitié, autrefois intouchable, entre les pays latino-américains et leur voisin du nord.

Ainsi, au moment où les Etats-Unis ont le sentiment que leur politique hégémonique a été couronnée de succès, les pays du sud, de leur côté penchent plutôt vers la reconnaissance d'une bipolarité et sentent que l'effort, l'action conjointe et concrète pour exercer leur souveraineté et leur indépendance, pour parvenir au progrès et au développement, est désormais la tâche fondamentale de leur devenir historique.

*\* note: le Groupe des Six a pour but de lutter contre les armes nucléaires. Il est composé par: l'Argentine, le Mexique, la Tanzanie, la Grèce, la Suède et l'Inde.*

#### AIDE DE L'ONU A L'AMERIQUE LATINE: DES MIETTES POUR L'ISTHME CENTRAMERICAIN

par Ricardo Pino Robles

**Managua, août (ANN). 15,2 % du total de l'aide que le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a accordé à l'Amérique latine et aux Caraïbes a été destiné à l'Amérique centrale et au Panama.**

Le PNUD a divisé son aide en quatre cycles distincts qui s'échelonnent entre 1972 et 1991 (1972-76, 1977-81, 1982-86, 1987-91). Il s'agit au total, pour l'Amérique latine et les Caraïbes, d'un montant de 1,041 milliard de dollars.

Pour la période mentionnée plus haut, l'institution des Nations Unies considérée comme la plus grande organisation mondiale d'aide au développement, a accordé 158,270 millions de dollars à l'Amérique centrale et au Panama.

Un document public de cet organisme international soutient que les ressources du PNUD sont attribuées selon les besoins de chaque pays et affirme que les calculs sont faits à partir du nombre d'habitants, du produit national brut (PNB) per capita et d'autres critères qui favorisent les pays dont la situation géographique est la plus désavantagée, par exemple les pays qui n'ont pas de littoral, ou bien qui présentent des difficultés économiques, telles qu'une dette extérieure élevée et la détérioration dans les relations d'échange.

Pourtant, c'est le Brésil qui a été le plus favorisé par le PNUD pendant toute cette période. En effet, ce pays a reçu 93 millions de dollars. Si l'on ajoute à cette somme les ressources attribuées au Mexique, environ 62 millions de dollars, l'on a un total de 155 millions de dollars qui représentent également 15 % de l'aide destinée à toute l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le détail de l'aide à l'Amérique centrale et au Panama est le suivant: au cours du premier cycle (1972-76) cette région a reçu 35 millions de dollars, au cours du second (1977-81) 44,323 millions de dollars, au cours du troisième, (1982-86) 36,438 millions de dollars, et, au cours du quatrième (1987-91) un total de 42,509 millions de dollars.

S'il est vrai que l'aide est passée de 35 millions en 1972-76 à 42,509 millions de dollars en 1987-91, il n'est pas risqué toutefois d'affirmer que cette augmentation est insuffisante compte-tenu des effets de l'inflation internationale et de la grave détérioration des termes de l'échange, sans compter les destructions et bouleversements que diverses catastrophes naturelles ont provoqué dans certains pays et la guerre qui touche directement trois nations de l'isthme: le Nicaragua, le Salvador et le Guatemala.

Si l'on examine séparément chaque pays de la région, au cours de la période 1972-91, on s'aperçoit que c'est le Honduras qui accumule la plus grande part de l'appui du PNUD avec 32,375 millions de dollars. Ensuite vient le Salvador avec 31,668 millions de dollars, puis le Guatemala avec 29,800 millions de dollars, le Nicaragua avec 23,375 millions de dollars, le Panama avec 23,250 millions de dollars, et finalement le Costa Rica avec 17,321 millions de dollars.

Selon un document officiel, le programme des Nations Unies pour le développement PNUD et ses fonds associés fournissent une aide dans les secteurs de l'agriculture, l'éducation, l'emploi, la pêche, la santé, l'industrie, les sciences et la technologie, les transports et les télécommunications, etc... L'information officielle indique que l'an dernier en Amérique latine les actions les plus importantes du PNUD ont consisté dans l'aide à la restauration des vieux quartiers de la Havane, à Cuba, en tant que collaboration avec l'UNESCO, l'élimination de la drogue en Bolivie, l'autogestion du quartier le plus peuplé de Lima, au Pérou (Villa Venezuela), et le développement de petites industries au Venezuela.

On ne note aucune action d'envergure dans l'isthme centraméricain. Cependant, il est connu que les plus grands efforts de cet organisme dans la sous-région concernent l'approvisionnement et la production de grains de base (maïs, haricot, riz).

Cela semble cohérent avec l'objectif fondamental de l'institution qui se propose de favoriser la création de l'autosuffisance nationale comme le signale l'administrateur du PNUD, William H. Draper, dans le rapport annuel de cet organisme pour 1987.

Annexe statistique : Aide du PNUD à l'Amérique centrale et au Panama (en millions de dollars)

Pays	1972-76	1977-81	1982-86	1987-91	total
C. Rica	5	5	2,75	4,571	17,321
Salvador	5	9,25	8,388	9,030	31,668
Guatemala	7,5	8	7,15	7,15	29,8
Honduras	5	9,25	8,8	9,806	32,856
Nicaragua	5	5,323	5,225	7,827	23,375
Panama	7,5	7,5	4,125	4,125	23,250
total	35	44,073	36,438	42,509	158,270

source: tableau élaboré à partir de données du rapport annuel du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 1987.

## UNE NOUVELLE OFFENSIVE POUR L'ALPHABÉTISATION DES ADULTES

par Isabel Rodriguez.

**Puerto cabezas, août (ANN). A Puerto Cabezas, petite ville portuaire de la région de l'Atlantique nord du Nicaragua, 90 jeunes étudiants du secondaire ont constitué une brigade éducative pour commencer immédiatement une campagne d'alphabétisation des adultes.**

Cette campagne s'inscrit dans le cadre du VIII<sup>ème</sup> anniversaire de la croisade nationale d'alphabétisation à laquelle ont participé près de 100'000 personnes. La brigade éducative qui porte le nom de Juan Libar Paiz, un brigadiste décédé lors de la croisade nationale d'alphabétisation qui avait démarré le 23 août 1980, se propose d'enseigner à lire et à écrire à 525 analphabètes. Les jeunes étudiants de la brigade y consacreront pendant quatre mois toutes leurs après-midi et leurs soirées.

D'autres contingents de jeunes se sont constitués pour s'atteler à la même tâche dans le secteur des trois mines (Bonanza, Siuna, Rosita) où environ 680 adultes attendent d'être alphabétisés, ainsi que dans la zone du Rio Coco où 200 personnes découvriront, grâce à l'initiative des étudiants, le plaisir de lire. Les responsables du ministère de l'éducation ont affirmé pouvoir compter sur de nombreux appuis pour mener à bien ce projet : les responsables d'institutions, les dirigeants des organisations de masses, l'Armée populaire sandiniste, le ministère de

l'intérieur et même les leaders religieux ont pris l'engagement d'apporter tout leur soutien à ce que l'on considère déjà comme la deuxième phase du processus de liquidation de l'analphabétisme dans cette région.

Alejandro Torres, chargé de l'éducation des adultes au ministère de l'éducation, explique l'importance qu'a revêtu la croisade d'alphabétisation de 1980 dans l'histoire du Nicaragua. Une armée populaire d'alphabétisation composée de 95'582 Nicaraguayens et de brigadistes de toutes nationalités s'était constituée. Au sein de cette gigantesque organisation, des enseignants, des étudiants, des ouvriers, des paysans et des cadres avaient uni leurs efforts pour éliminer l'analphabétisme qui affectait 52 % de la population.

Plus de 400'000 Nicaraguayens ont alors eu la possibilité de pénétrer pour la première fois dans un nouveau monde, qui leur avait été jusque là soigneusement dissimulé, et de mettre en pratique leurs connaissances techniques. Il faut rappeler qu'en tout, sur l'ensemble du pays, les membres de l'armée populaire d'alphabétisation ont fourni 10 millions d'heures de travail bénévole.

La Côte atlantique avait le taux d'analphabétisme le plus élevé du Nicaragua: 78 % de la population ne savait ni lire ni écrire. C'est pour cette raison que, dès le mois d'octobre 1980, on y a entrepris l'alphabétisation en plusieurs langues (miskito, anglais, espagnol) de 11'850 personnes. Mais la tâche des alphabétiseurs consistait aussi en recueillir les traditions culturelles des populations indigènes. L'unité entre la région du Pacifique et celle de l'Atlantique s'en est trouvée renforcée.

La brigade éducative Juan Libar Paiz, qui s'est déjà mise au travail, s'inscrit dans la stratégie nationale du ministère de l'éducation pour réduire l'analphabétisme chez les personnes âgées de plus de 10 ans, tranche d'âge où le taux d'analphabétisme s'est accru de 20 % au cours des dernières années. En 1987, une mini-croisade régionale d'alphabétisation a été entreprise sur la Côte atlantique, qui a permis à 1'171 Miskitos et Sumus d'apprendre à lire et à écrire dans leur propre langue. Depuis la loi de la République du 2 septembre 1987 qui a fait de l'Atlantique Nord et de l'Atlantique Sud deux régions autonomes, on y applique le principe de l'éducation bilingue et biculturelle qui permet aux autochtones de conserver et de transmettre leur langue maternelle, tout en garantissant la sauvegarde de leur culture.

Le Dr. Ned Smith, l'un des tous premiers brigadistes qui a alphabétisé en plusieurs langues, évoque les difficultés auxquelles ils avaient dû faire face au début de la croisade. Il se souvient, par exemple, du travail de sape que réalisait alors l'organisation indigène Misurasata, dirigée par Stedman Fagoth (ultérieurement l'un des chefs contre-révolutionnaires campés au Honduras) qui tentait d'entraver le bon déroulement de la croisade. D'après la conception de Fagoth, aucun indigène ne devait être alp-

habétisé en espagnol, même s'il connaissait cette langue. Malgré tout, explique Ned Smith, une partie de la jeunesse a décidé de relever le défi pour combattre l'analphabétisme dans cette région. Pour ce faire, il a fallu procéder minutieusement, et au bout de quelques temps, une armée populaire d'alphabétisation de 500 jeunes gens a pu être levée.

Le Dr. Smith n'a pas manqué non plus de rappeler la solidarité des professeurs cubains qui se sont déplacés vers les zones les plus reculées pour mener à bien cette tâche historique.

#### UN COMITE DE DEFENSE SANDINISTE AU QUOTIDIEN: S'ORGANISER POUR MIEUX RESISTER

par Michèle Faure.

**Managua, (ANN). Les Comités de défense sandiniste (CDS) fêteront le 9 septembre leur dix ans d'existence. Conçus au départ comme une force d'appui à la révolution dont un des rôles principaux était d'exercer une vigilance pour prévenir toute tentative de la contre-révolution, ces organisations de quartier, sous l'impulsion d'Omar Cabezas, leur nouveau responsable, ont en partie changé d'orientation.**

En effet, la fonction de surveillance peut être désormais assurée par les institutions de l'Etat dont c'est le rôle normal et qui sont maintenant très bien organisées, que ce soit la police ou les organes de sécurité de l'Etat. Par contre, la fonction sociale des CDS est devenue primordiale avec la crise économique.

C'est ce que prouve l'expérience d'un CDS de Jardines de Veracruz, un quartier à l'est de Managua. Sa population est surtout formée de fonctionnaires, dont la situation n'est pas facile depuis les ajustements économiques décidés en juin, qui favorisent le secteur productif.

Rappelons qu'un CDS regroupe les habitants d'une rue. Dans un quartier, il y en a donc plusieurs qui envoient chacun des représentants à la structure supérieure, le comité de quartier. Le CDS en question, celui de l'entrée de la cité, avait vu ses activités se réduire au fil du temps. A part sa participation aux campagnes nationales de vaccination et la vigilance nocturne, il ne faisait plus rien. Mais après la réforme économique de février, il a connu un nouvel élan. Les premières actions ont eu pour but de réduire la spéculation à laquelle se laissaient aller certains commerçants qui, invités aux réunions, ont pu à la fois expliquer leurs problèmes et sentir la détermination des habitants à ne plus accepter n'importe quoi.

C'est après cette étape que le CDS s'est véritablement organisé, avec deux objectifs prioritaires: la santé et l'approvisionnement. Pour ce qui est de la santé, le quartier connaissait une situation périlleuse: au bout de la

rue, en pente, les égouts d'eau pluviale étaient bouchés, ainsi que l'égout des faux sales. La conséquence était de taille: avec les fortes pluies de cet hiver, les eaux sales débordaient dans la rue et stagnaient, ne pouvant s'en aller dans les égouts d'eau pluviale. Mêlées à la terre, elles faisaient de grandes flaques nauséabondes propices à la reproduction des moustiques, qui avaient proliféré et envahi les maisons. Quand on sait que ce sont eux qui propagent beaucoup des maladies graves ou mortelles affectant principalement les enfants, on comprend l'inquiétude des familles du quartier.

Or, la municipalité n'a pas la capacité de faire face à la multitude de réparations qui seraient nécessaires à Managua. Aussi, après avoir analysé le problème, les habitants ont décidé d'enlever toute la boue, de déboucher les égouts, de nettoyer et d'occuper le terrain vague attendant en le transformant en terrain de jeux et de sport pour les enfants. En effet, l'obstruction des canalisations est principalement due au fait que des gens viennent déposer sur le terrain vague des ordures qui sont entraînées par la pluie vers les égouts.

Cette activité a été possible grâce à une bonne participation de la population, très sensibilisée aux problèmes de la santé par des campagnes systématiques dans les médias. Cela fait plusieurs semaines que les gens se retrouvent le dimanche matin, avec pelles et pioches, pour quelques heures de travail volontaire. Parmi eux, beaucoup de femmes que la pénibilité de la tâche ne rebute pas. "Ça me plaît de travailler pour le bien de la communauté" explique Vanessa. Pour Salome, qui a plusieurs enfants en bas âge, la santé, c'est fondamental. Pour les travaux les plus durs la mairie va nous envoyer une pelle mécanique. Il faut dire que tout se passe dans la bonne humeur, à la nica, au milieu de volées d'enfants qui voudraient bien qu'on leur cède une pelle. Ceux qui, pour des raisons de santé, ne peuvent mettre la main à la pâte sont chargés de faire les jus de fruits que les travailleuses et travailleurs de force consomment en abondance.

Pour assurer les dépenses que va occasionner l'aménagement du terrain, le CDS organise environ tous les mois une kermesse. Les familles volontaires cuisinent des plats qui sont revendus à des prix inférieurs à ceux du commerce, mais qui dégagent cependant des bénéfices. Une des conséquences (et non des moindres) de ces activités est l'amélioration et le développement des relations de voisinage dont tout le monde se félicite.

L'autre objectif, l'approvisionnement, est tout aussi important. Tout d'abord, lors de la première grande réunion du CDS, un nouvel habitant de la rue, commerçant d'un grand marché de Managua possédant sa licence, s'est proposé de vendre des fruits, des légumes et du fromage pratiquement à prix coûtant. L'idée a été adoptée avec enthousiasme, car cela permet d'éviter de passer par les intermédiaires, facteurs d'inflation et de spéculation. D'autre part, la population n'était pas très satisfaite

de l'attitude de la tenancière du poste d'approvisionnement. Dans chaque quartier existe un petit magasin par lequel l'Etat distribue à des prix très bas des denrées de base que chaque famille retire avec une carte d'approvisionnement. Doña Marina, tel est le nom de la commerçante, a été invitée à entendre les récriminations à son sujet. Des questions de fonctionnement ont pu être ainsi résolues. Mais le plus important a été la décision de lui constituer, grâce à une partie du bénéfice des kermesses, un petit capital pour lui permettre d'aller acheter directement à la production un certain nombre de produits dont les habitants sentaient la nécessité.

C'est ainsi que ce CDS de Jardines de Veracruz est devenu l'organisation communautaire qui permet de mieux résister à la crise et a démontré, sans tambours ni trompettes, que l'application du slogan des CDS "todos juntos" (tous ensemble) améliore la situation, tant sur le plan matériel que sur celui de la convivialité.

Les CDS ont vocation de rassembler tout le monde, sans distinction. C'est ainsi que dans celui de Jardines de Veracruz, se trouve un commerçant membre du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP, organisation de droite très liée à l'ambassade des Etats-Unis), qui a d'ailleurs été élu responsable aux questions économiques à cause de son expérience pratique. Chaque fois qu'il tente une manœuvre anti-démocratique (il semble en effet ne pas avoir assimilé un certain nombre de choses à ce propos et a voulu, par exemple, imposer au sein du comité exécutif du CDS une commerçante qui n'avait pas été élue), la communauté le remet tranquillement à sa place.

Sur les 80 familles qui vivent dans la rue, une très grande partie prend part de façon ou d'une autre aux activités: seulement une dizaine de maisons ne se sont jamais manifestées, pour des raisons différentes, mais sans doute, pour une partie, parce que le travail communautaire ne les intéresse pas. Cette bonne participation tient du miracle. Lorsqu'on connaît les difficultés de la vie quotidienne et les problèmes de transport, on est en droit de se demander où les gens trouvent tant d'énergie pour assister aux réunions et se lever tôt le dimanche pour aller remuer la terre.

Mais c'est que les habitants ont compris une chose simple: dans ce pays affligé des pires maux qui se puissent concevoir, la guerre et le sous-développement, ceux qui s'organisent gagnent, parce que la révolution a ouvert un espace où chacun peut agir sur la réalité et que son projet social tout entier encourage l'organisation.

Maintenant que les travaux ont avancé, les familles de Jardines de Veracruz sont impatientes de voir les résultats: un beau parc pour les enfants, un terrain de basket, un de volley.

La fête du Xème anniversaire des CDS se prépare acti-

vement, surtout que le CDS a été élu CDS d'avant garde par le Comité de quartier et qu'il y a un honneur à défendre. Lorsque, dans les réunions, quelqu'un se prend à rêver à voix haute d'un jardin communautaire "pour lequel d'ailleurs un espace a été réservé" ou d'une maison commune, on sent que s'est réveillée une envie de dévorer le monde. C'est là que réside la force de la révolution sandiniste. Sans la guerre...

### LE TELEPHONE COMME MOYEN DE COMMUNICATION

par Raquel Fernandez.

**Managua, (ANN). Beaucoup d'eau a passé sous le pont depuis le temps où les usagers du téléphone devaient demander la communication à une opératrice. Dans cette Managua-là, paisible et provinciale, il arrivait que la dame du téléphone dise à M. Cuadra que M. Argüello, avec lequel il voulait parler, n'était pas chez lui puisqu'elle venait de le voir passer en direction du domicile de M. Pasos. En ces temps immémoriaux, Managua était si petite qu'il suffisait de se pencher à la fenêtre et de crier pour communiquer. Le téléphone n'était pas nécessaire, mais il était révélateur d'un statut social. Seuls le possédaient ceux qui en avaient les moyens, car issus de bonnes familles et de milieux aisés.**

Depuis cette époque, la capitale a décuplé sa population et a centuplé son étendue. Les centrales automatiques ont remplacé les opératrices et le téléphone a cessé d'être un signe de réussite pour devenir une nécessité.

### TELEPHONER, UNE AVENTURE

Cependant, le téléphone ne peut être considéré comme un appareil utile. Ses structures, comme celles de la ville, ont subi inondations, tremblements de terre, ouragans et bombardements.

Les lignes, déjà archaïques quand elles ont été installées, sont de plus en plus rongées par la sénilité. On avait créé un petit service pour une petite ville. Le tremblement de terre de 1972 l'a réduit encore davantage. Les réparations et les agrandissements dont il a été l'objet à plusieurs reprises n'ont pas été suffisants car on n'a pas pu reconstruire tout ce qui avait été détruit ni étendre le réseau comme il aurait fallu. Ce qui, par contraire, a beaucoup augmenté, c'est le nombre des abonnés et des terminaux, provoquant ainsi la surcharge des lignes.

D'un autre côté, il n'est pas facile de faire des réparations partielles. Le blocus commercial exercé par les Etats-Unis rend très difficile l'achat des pièces de rechange nécessaires. C'est pourquoi on ne sait jamais ce qui peut se passer quand on décroche l'écouteur. Dans le cas le plus fréquent la ligne est saturée. Il n'y a guère

qu'au petit matin que l'on est sûr que la communication va passer. Mais à ces heures-là, il n'y a personne dans les bureaux, et il est impossible de régler un problème ou de traiter une affaire. Si le destinataire est un ami, soyez persuadé qu'il ne le restera probablement pas très longtemps si cette pratique devient une habitude.

### L'INTIMITE EN DANGER

Mais ce n'est pas encore très grave. Les vrais problèmes commencent quand les lignes interfèrent. Je ne peux vous donner l'explication technique du phénomène, mais le fait est que brusquement, sans que l'on sache ni pourquoi ni comment, votre téléphone est branché sur un autre. Ainsi, vous faites le numéro de votre grand-tante Crisanta et vous tombez sur une entreprise de pompes funèbres. Cette situation peut durer longtemps, des heures, des jours, des mois, jusqu'à ce que, tout aussi mystérieusement, le problème se résolve tout seul.

Il y a une variante: il arrive qu'un téléphone soit branché sur un de ces numéros que tout le monde appelle au moins une fois par jour. Par exemple sur Contacto 6/20, une émission de type participatif de la Radio la Voz de Nicaragua, au cours de laquelle les gens interviennent en direct et par téléphone pour exposer un problème, se plaindre d'une administration.

Ce cas-là est terrible, car l'émission dure quatre heures et l'usager-victime se voit par la force des choses transformé en oreille compatissante mais totalement impuissante, jusqu'à ce qu'il décide de décrocher l'appareil et de rester privé de communication.

Mais il y a pire. Parfois, lorsqu'on décroche l'écouteur pour parler à un de ses proches, on tombe sur une autre conversation. C'est ainsi que j'ai été le témoin inopiné de déclarations d'amour, de ruptures, de commérages entre langues de vipères, de discussions d'affaires plus ou moins louches et même d'une communication internationale dans une langue non identifiée. Sans aucun doute, c'est amusant d'assister, auditeur muet et indiscret, à une conversation étrangère. Mais quand le spectacle est terminé, on en vient inmanquablement à se demander combien de ses propres communications auront été interceptées. C'est pourquoi beaucoup ont pris des habitudes d'agents secrets quand ils se servent de leur téléphone.

Les complications se multiplient s'il s'agit de téléphoner en dehors de Managua. Cependant, si l'abonné veut parler à la Nouvelle Orleans, à Buenos Aires, à Tokio ou à Copenhague, il lui suffira d'arriver à franchir la barrière interposée par les téléphonistes du 116, numéro que l'on doit faire pour les communications internationales, et le problème sera résolu. Avec de la patience, on y parvient. En tout cas, il est plus facile d'avoir Madrid, ou Sidney, ou Quito, que de parler à une amie du quartier voisin.

## UNE INVITATION IMPOSSIBLE A ACCEPTER

Un jour, le ministre des postes et télécommunications (TELCOR) a invité ses concitoyens à se servir du téléphone pour leurs affaires au lieu de prendre des rendez-vous qui obligent à se déplacer et à consommer de l'essence, denrée précieuse. Les usagers stupéfaits se sont demandés si le ministre avait à sa disposition un téléphone magique qui lui permettait d'échapper aux vicissitudes de l'abonné moyen. Parce qu'il est tout de même plus efficace de se déplacer que de tenter un appel téléphonique.

## LA GUERILLA GUATEMALTEQUE EN FAVEUR D'UNE SOLUTION POLITIQUE NEGOCIEE

Entrevue exclusive accordée par le commandant Pablo Monsanto, membre de l'Etat-major général de la URNG.

par Felipe Jaime.

**Managua, septembre (ANN).** "Il est nécessaire et pressant de trouver au Guatemala une solution politique à la guerre, qui dure depuis déjà plus de 27 ans. C'est pour cette raison que nous nous sommes prononcés en faveur des accords d'Esquipulas II" affirme le commandant rebelle Pablo Monsanto.

Il ajoute que la guérilla a cherché à négocier avec le gouvernement du président Vinicio Cerezo afin de préparer les conditions qui rendraient possible un dialogue national, dans lequel toutes les forces politiques et sociales du pays pourraient trouver une véritable solution à la crise. "Toutefois", précise ce membre de l'état-major général de l'Unité révolutionnaire nationale du Guatemala (URNG), "Cerezo n'est pas en mesure de décider par lui-même et avant de prendre une décision politique, il doit consulter le Haut commandement des Forces armées qui donne ou non son approbation."

Après sa réunion officielle avec le président Daniel Ortega, au cours de laquelle il a expliqué la position de la guérilla guatémaltèque à propos d'Esquipulas II, le commandant P. Monsanto a exposé longuement à l'ANN quelques-unes des caractéristiques de la situation actuelle de son pays.

L'URNG est composée des Forces armées rebelles (FAR, dont il est commandant en chef), de l'armée de guérilla des pauvres (EGP) et de l'organisation révolutionnaire du peuple en armes (ORPA). Cette structure unitaire s'est réunie pour la première et la dernière fois à Madrid avec la commission du gouvernement guatémaltèque, en octobre 1987, sans toutefois aboutir à un accord. "Lors de cette rencontre", explique Monsanto, "le gouvernement et les militaires qui se sont rendus dans la

capitale espagnole n'ont offert à l'UNRG d'autre issue que la reddition. Nous n'allons pas nous rendre. Nous n'allons pas déposer les armes" lance résolument le dirigeant rebelle qui possède plus de vingt ans d'expérience dans la guérilla.

Le commandant Monsanto est d'un abord rude, mais cordial. Il porte une petite barbe qui rappelle celle d'Ho Chi Minh et semble sûr de ce qu'il avance. Il ne ressemble que de fort loin au jeune homme qui, dans les années soixante, était entré dans la guérilla commandée à l'époque par deux anciens officiers de l'armée, Luis Turcios Lima et Yon Sosa, tous deux tués dans un combat.

A présent, il assume pleinement ses hautes responsabilités. "Depuis quelques mois, nous soutenons quotidiennement deux à trois combats avec les Forces armées et nous leur causons en moyenne 11 pertes par jour. Nous opérons dans huit des vingt-deux départements qui correspondent à la division politico-géographique du pays, sur environ 50'000 kilomètres carrés des 108'800 que possède le Guatemala. Abordant l'aspect purement militaire de la lutte, Monsanto assure que l'armée guatémaltèque est entrée dans une phase de crise, surtout à cause des profondes contradictions qui existent entre le Haut commandement et les officiers opérationnels qui ne disposent pas d'assez de moyens logistiques pour soutenir leurs opérations anti-guérilla. Face à cette situation, il faut montrer beaucoup d'optimisme: nous avons confiance car nous croyons possible que certain officiers s'identifient aux intérêts du peuple et que nous pourrions avancer avec eux dans un processus de construction de la démocratie."

Au cours de ces dernières années, les forces de l'URNG ont accompli un grand pas sur le plan qualitatif. Ce sont de meilleurs combattants. Monsanto insiste aussi sur le fait que dans cette dernière période, contrairement à ce qui se passait auparavant, le militant s'affirme davantage en tant que membre de l'URNG que de l'une des organisations politico-militaires qui la constituent.

"Nous avons des officiers et des combattants qui ont à leur actif plus de 100 affrontements en huit années de guerre. Certains membres du Haut commandement et même des cadres intermédiaires possèdent une expérience de plus de vingt ans" explique-t-il avec satisfaction. "C'est une des raisons pour lesquelles nous nous sommes affrontés avec succès aux grandes opérations des Forces armées qui sont allées jusqu'à employer des armes chimiques, comme le napalm et les défoliants, détruisant complètement les cultures des paysans et rendant la terre stérile."

Selon le commandant de l'UNRG, à l'heure actuelle, les principales forces militaires du mouvement révolutionnaire guatémaltèque sont les indigènes: l'incorporation des ethnies à la lutte est l'une des caractéristiques de

l'URNG. Il rappelle que dans les années 60 la guérilla avait essentiellement concentré son action dans les zones urbaines et que c'est au cours de cette dernière décennie qu'elle s'est retournée vers les régions paysannes et indigènes qui se sont intégrées à la lutte.

"A présent", ajoute le commandant rebelle, "il n'existe pas de rapport direct entre l'URNG et le mouvement populaire légal des villes. Il y a une identification d'intérêts des deux côtés", précise-t-il. "Nous soutenons la lutte des enseignants, des étudiants, des employés, des ouvriers, c'est-à-dire de tous les secteurs qui combattent pour leurs revendications politiques et économiques. A la question de savoir si l'URNG était disposée à prendre part à la vie politique nationale, le leader de la guérilla répond : "Nous sommes prêts à le faire dans la mesure où les conditions pour que tous les secteurs du pays puissent participer véritablement à la construction de la démocratie seront mises en place."

Il précise toutefois: "Au Guatemala, nous ne pouvons pas dire qu'il y a une démocratie. Il y a en revanche une société militarisée. Pour démilitariser le pays il faut annuler tout cet appareil immobile que l'armée a monté pour conserver le contrôle politique et militaire sur le peuple. Il faut que le gouvernement dissolve les patrouilles de défense civile qui, regroupant à l'heure actuelle près d'un million de civils (quelques-uns y sont de leur plein gré, mais la plupart ont été recrutés de force) opèrent surtout dans les zones rurales." (\*)

Par ailleurs, P. Monsanto qualifie de hautement positive la tournée qu'il réalise en ce moment à la tête d'une délégation de l'URNG, dans plusieurs pays de l'Amérique centrale. "C'est positif, puisqu'au Costa Rica, outre notre réunion avec le président Arias, nous nous sommes entretenus avec la Commission de réconciliation du Guatemala, qui s'est engagée à transmettre notre disposition au dialogue avec le gouvernement et avec tous les secteurs politiques du pays."

(\*) la population totale du Guatemala est de 8 millions de personnes.

#### EN BREF :

#### RENCONTRE MONDIALE DES RADIOS COMMUNAUTAIRES A MANAGUA

Managua, août (ANN) 350 travailleurs de radios communautaires de plus de 50 pays ont tenu à Managua du 23 au 27 août la troisième conférence de leur organisation, AMARC (Association mondiale des artisans de radios communautaires). Parmi les radios représentées, se trouvaient entre autres les stations clandestines de la guérilla salvadorienne, d'Afrique du Sud, des radios pirates

d'Angleterre, les radios indigènes d'Amérique latine, du Canada et des Etats-Unis.

Des ateliers et des sessions plénières ont permis aux participants d'échanger leur expérience et leurs informations. Il a été décidé de transformer le réseau informel d'Amarc en organisation non-gouvernementale et d'organiser la 4ème rencontre en Irlande en 1990.

Les représentants des radios se sont entretenus avec de hauts fonctionnaires nicaraguayens. Ils ont eu une rencontre avec le président Ortega, et c'est Tomas Borge, ministre de l'intérieur, qui a prononcé le discours d'ouverture de leurs activités. Ce dernier a souligné que leurs efforts pour une information alternative fait partie de la lutte pour la justice sociale, économique et politique.

Les délégués ont également visité des radios de la Corporation de radiodiffusion du peuple (CORADEP). Ces stations de faible puissance, situées dans des régions reculées, jouent un rôle éminent dans les zones où pénètrent les radios de la Contra qui émettent du Honduras, du Costa Rica et du Salvador. Elles ont pour objectif d'aider à résoudre les problèmes quotidiens de la population. Elles fonctionnent grâce à un réseau de correspondants populaires, membres des communautés qui font leurs propres émissions. Elles sont souvent le seul moyen rapide de communication.

Après cette visite, le directeur d'une station de Kansas City (Missouri), Tom Davis, a déclaré: "Aux Etats-Unis, faire une radio communautaire est un combat, car nous avons peu de moyens. Au Nicaragua, les radios sont de vrais musées. Les gens travaillent dans des conditions que nous ne connaissons plus depuis très longtemps aux Etats-Unis. Ils font des efforts magnifiques."

#### ASSASSINAT DU THEOLOGIEN SUISSE JUERG WEISS

par Elisa Moos

**Managua, août (ANN). Tentant de déguiser l'assassinat du théologien suisse, Juerg Weiss, la direction des Forces armées du Salvador a annoncé qu'il était mort en combat le lundi 22 août dans le hameau de Las Flores, circonscription d'Ilobasco (département de Las Cabanas), à 50 km au nord de San Salvador.**

Des sources dignes de foi ont informé que le cadavre se trouvait dans un lieu difficile d'accès, à environ 8 km de la route la plus proche. Elles ont assuré que, dans cet endroit-là, il n'y avait pas de traces de combat ni d'impacts de bombes et que le mort était méconnaissable, car son visage a été déchiqueté par des explosifs.

Le lieu où a été trouvé le corps de J. Weiss semble confirmer la version du secrétariat de Promotion et Protection des droits de l'homme du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN), qui dénonce que le membre actif du mouvement de solidarité pour l'Amérique centrale a été assassiné en même temps que deux Salvadoriens.

Le représentant de la Croix Rouge internationale au Salvador, Francois Mussy, a fait valoir que, en tant qu'organisation humanitaire neutre, la Croix Rouge n'a pas encore fait d'enquête sur le cas, puisqu'aussi bien le gouvernement du Salvador que l'opposition pourrait tenter d'en tirer profit.

Le 26 août, une manifestation de protestation a eu lieu à Managua face à l'ambassade salvadorienne à l'appel de la coordination nationale des comités suisses de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador et a rassemblé 300 personnes.

Les manifestants ont écouté le communiqué du FMLN, qui affirme que J. Weiss a été capturé, torturé, frappé puis assassiné par les forces répressives du Salvador. Il dénonce aussi la campagne de mensonges lancées par les Forces armées, qui voudraient faire croire à l'opinion publique nationale et internationale que le théologien avait participé aux combats aux côtés des guerrilleros du FMLN. "Les multiples et évidentes contradictions des premières versions officielles de l'armée ont dévoilé clairement cette manœuvre grossière" souligne le communiqué.

La manifestation s'est terminée sans que les délégués suisses aient pu remettre à l'ambassadeur salvadorien une lettre ouverte adressée au gouvernement de son pays, signée par 215 personnes de pays du monde entier, exigeant qu'il cesse sa politique de terrorisme d'Etat contre les citoyens salvadoriens et étrangers.

Mais les portes de l'ambassade sont restées fermées. Finalement, les manifestants se sont dirigés vers le consulat suisse, pour donner à Karl Morrizo, consul honoraire, la même lettre ouverte, demandant de plus au gouvernement suisse de dénoncer la politique criminelle du régime salvadorien et de protester contre l'assassinat de J. Weiss.

Dans la nuit du vendredi 26, 120 personnes ont assisté à une veillée symbolique, au cours de laquelle un délégué de la Commission de solidarité internationale du FMLN (CSI), la responsable du Mouvement de solidarité suisse au Nicaragua, la directrice du Comité nicaraguayen d'amitié, solidarité et paix (CNASP) entre autres, ont pris la parole pour évoquer la grande solidarité de J. Weiss avec des peuples opprimés et son dévouement à la justice, aux droits de l'homme et à la paix.

-----

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--  
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

-----

